

Autriche

PRINCIPALES QUESTIONS DEVANT LE COMITÉ DES MINISTRES - SURVEILLANCE EN COURS

▶ *Vie privée et familiale*

Lacunes dans la gestion d'une procédure de retour d'enfants enlevés en raison du manquement des autorités à l'obligation de prendre des mesures rapides et adéquates pour exécuter la décision ordonnant leur retour.

Severe (53661/15)
Arrêt définitif le 21/12/2017

Surveillance standard
État d'exécution

Obligation, en vertu du droit interne (Loi sur le registre foncier), d'inscrire au registre foncier public l'intégralité de la convention de divorce (au lieu d'un simple extrait excluant les données à caractère personnel) pour permettre le transfert d'un bien immobilier. Manquement des tribunaux nationaux à l'obligation de procéder à une évaluation complète de la compatibilité de l'obligation légale de produire l'intégralité de la convention de divorce originale avec le droit du requérant à la protection de ses données personnelles.

Liebscher (5434/17)
Arrêt définitif le 06/07/2021

Surveillance standard
État d'exécution

Interdiction injustifiée du préfixe « von » devant les noms de famille des requérants, après une longue période où l'usage de ce préfixe était autorisé en raison d'une application incohérente de la Loi de 1919 sur l'abolition de la Noblesse.

Künsberg Sarre (19475/20+)
Arrêt définitif le 26/06/2023

Nouvelle affaire
État d'exécution

▶ *Liberté d'expression - Liberté de la presse*

Absence de mise en balance des intérêts opposés dans les décisions des tribunaux nationaux de 2014 et 2015 obligeant la société de médias requérante, en tant que prestataire de services d'hébergement, à divulguer les données personnelles de ses utilisateurs qui avaient écrit des commentaires offensants sur deux articles en ligne que la société requérante avait publiés au sujet de deux hommes politiques et d'un parti politique.

Standard Verlagsgesellschaft mbH (39378/15)
Arrêt définitif le 07/03/2022

Surveillance standard
État d'exécution